

L'ÉTOILE DU SUD

CH. MOREL
Fondateur et Rédacteur en Chef

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER

H. MOREL
Administrateur Gérant

Administration et Rédaction
108 — Rue S. José — 108
TÉLÉPHONE 3233

PARAISANT CHAQUE DIMANCHE

RIO DE JANEIRO (BRÉSIL)

Adresser la Correspondance
108 — Rue S. José — 108
TÉLÉPHONE 3233

PRIX D'ABONNEMENT

POUR TOUT LE BRÉSIL

Un an... 20\$000 | Six mois 10\$000
UNION POSTALE

Un an... 40 Fr. — Six mois 20 Fr.

Les abonnements se paient d'avance et commencent à partir des 1ers. Janvier, Avril, juillet et Octobre.

SOMMAIRE

Crise !

Corps diplomatique. — Corps consulaire. — Crise ministérielle. — Sénat Fédéral. — Etat de Minas Geraes. — Le Message président de Minas. — L'Etat Sanitaire. — Voyage de M. le Dr. Pedro de Toledo. — M. le Dr. Sampaio Corrêa. — Valorisation du Caoutchouc. — Célébration du 14 Juillet — et autres notices.

Section Libre :

Propagande du Brésil en France et Vice-versa... Fulvius

Crise !...

Sous le régime parlementaire, on appelle *Crise* le désaccord éventuel entre le cabinet ministériel et les Chambres. Chaque secrétaire d'Etat, responsable de ses actes dans l'exercice de ses fonctions, en répond devant la représentation nationale, sans que le Président de la République irresponsable ait à s'en émouvoir. Le conflit persistant, le Chef de l'Etat, d'accord ordinairement avec les Présidents des deux Chambres, choisit et nomme un autre ministre, et tout est dit.

Sous le régime présidentiel, il ne peut y avoir *crise ministérielle*. Le titulaire de chacun des portefeuilles de l'administration publique ne relève absolument que du chef du Pouvoir Exécutif qui choisit, nomme et exonère ses auxiliaires sans qu'il ait à prendre l'avis des Chambres haute et basse.

L'incident Rivadavia-Hermes fils, que nous relatons dans une autre section, n'entraînait donc pas les conséquences qu'ont exploitées l'opposition et, quelque peu, l'opinion publique pour provoquer une agitation que se plaisait à entretenir les adversaires à outrance du Gouvernement actuel.

Il a plu au lieutenant Mario Hermes, en sa qualité sans doute de Député Fédéral dont il est investi, et par un mouvement impulsif compréhensible au début de sa carrière politique, de taxer de — trahison — l'attitude du Ministre de la Justice et de l'Intérieur, vis-à-vis du directeur de l'Imprimerie Nationale. Ce ne fut pas là, nous nous plaçons à le croire, un acte réfléchi du jeune député. En quoi pesait la modeste personnalité de M. le Dr. Armenio Jouvin dans le concert gouvernemental ? Simple fonctionnaire administratif, il avait, il est vrai, excédé ses attributions, en s'érigeant en chef de... guerre ! organisant avec le personnel de l'Imprimerie un bataillon de francs-tireurs, prêt à défendre le maréchal Hermes da Fonseca qui n'avait, évidemment, jamais sollicité un tel dévouement préventif et défensif ! Et, simple fonctionnaire, il caressait la prétention de mettre en échec son chef hiérarchique, c. à d. le Ministre de l'Intérieur. La conduite de S. Exce. M. le maréchal Hermes da Fonseca a été des plus

dignes, en cette occurrence ; il n'a pas hésité à blâmer tacitement l'acte de son fils, en reconnaissant que s'il pouvait y avoir des traitres dans son entourage ce n'est assurément pas entre ses ministres qu'il fallait les chercher.

Depuis l'avènement au Pouvoir suprême de M. le maréchal Hermes da Fonseca, quatre des ministres qu'il s'était adjoints ont abandonné leurs hautes fonctions : M. le général Dantas Barreto, appelé au gouvernement de l'Etat de Pernambuco et dont l'appui est assuré au maréchal Hermes ; le Dr. J. J. Seabra, élu gouverneur de l'Etat de Bahia ; le baron de Rio Branco que la mort est venu ravir à son pays et qui fut un des plus dévoués collaborateurs du Président actuel et, enfin, le général Menna Barreto, dernier ministre de la guerre, que, des dissensions personnelles avec deux de ses collègues, ont éloigné du ministère, et qui, vieux compagnon d'armes du maréchal Hermes da Fonseca, lui garde une amitié et lui réserve un dévouement que ne peuvent altérer de simples questions d'amour-propre froissé.

La retraite de M. le Dr. Rivadavia Corrêa n'eût donc pas davantage motivé une *crise*. Le très honorable ministre garde son portefeuille ; il a compris qu'imputer au Président de la République les élans de son fils, fut-il député, serait le priver d'un de ses auxiliaires les plus dévoués, dans un moment où il lui faut parer à toutes les convoitises quelque déguisées qu'elles soient.

Le pays tout entier applaudit à l'attitude digne et énergique de S. Exce. M. le maréchal Hermes da Fonseca et de M. le Dr. Rivadavia Corrêa. Il suffit que le Président de la République des E. U. du Brésil sache vouloir pour sauver le pays de l'anarchie à laquelle serait livré un peuple qui, entre tous, est bien le meilleur et le plus docile des peuples et n'aspire qu'à la « joie de vivre » sous le plus beau ciel du monde.

Banco Hypothecario do Brazil

III

Nous continuons la publication des « Consultations Juridiques » élaborées par les Jurisconsultes les plus notables du barreau brésilien.

Consultation Juridique

DE

M^e ALFREDO BERNARDES DA SILVA

Je réponds aux questions posées de la façon suivante :

I

A la 1ère. question :

4. — Le Gouvernement Provisoire de la République, qui résumait en lui tous les pouvoirs de la souveraineté brésilienne, a accordé au Banco Colonial do Brasil et à Arthur Ferreira Torres, par le décret n° 1036-B du 14 Novembre 1890, l'autorisation

de former une compagnie sous le nom de Banco de Credito Popular do Brasil, ayant son siège dans la capitale fédérale

avec des succursales ou caisses filiales dans les principales villes de la République

et des agences dans les centres comptant plus de cent familles.

2. — Dans le décret de concession indiqué, n° 1036-B du 14 novembre 1890, le Gouvernement Provisoire établit sur des bases générales les opérations de la banque, lui accordant, en plus du droit d'émission, des avantages spéciaux, comme le montre l'article 14 du décret cité, et se rapportant :

à l'exemption d'impôts sur les dividendes, du timbre de son papier, ainsi que de toute autre charge.

Afin d'obliger la banque à fonder les caisses filiales, appelées aussi succursales, dans les villes principales du Brésil, concession dont il est parlé à l'art. 13, il créa le droit, pour tout Etat, d'accord avec le Gouvernement Fédéral, de faire appel à la dite banque pour l'établissement des caisses filiales ou succursales en question, sous peine de

la perte de la jouissance des avantages accordés dans le décret n° 1036-B de 1890, sur le territoire respectif de l'Etat réclamant, si passé six mois à compter de la date de l'intimation ou mise en demeure, la Banque ne créait pas ou ne fondait pas

« au moins »

une de ces caisses ou succursales.

Le Gouvernement Provisoire préféra, cependant, accorder aux Etats, parfaitement au courant des nécessités locales, le droit d'exiger, — quand ils le jugeraient opportun, et après accord avec le Gouvernement Fédéral, l'établissement d'une ou de plusieurs succursales ou caisses filiales dans leurs territoires respectifs, — au lieu de rendre rigoureux l'accomplissement de cette obligation de la part de la Banque dans des délais fixés à l'avance dans la dite concession ou dans les statuts primitifs, indépendamment de la demande des Etats, vu que, en beaucoup de cas, par suite de la rareté des voies de communication et de la dissémination de la population sur les territoires de beaucoup d'Etats, cela n'aboutirait qu'à un sacrifice inutile des ressources économiques et financières de l'institution du crédit populaire.

A noter, toutefois, que, après la constatation du retard, suivant l'art. 13 du décret n° 1036-B de 1890, la concession ne deviendra pas caduque, la Banque ne perdant seulement que la jouissance de ses avantages sur le territoire de chaque Etat, c'est-à-dire de l'Etat, à la demande duquel la Banque n'aura pas fait droit, laissant passer le délai semestriel sans établir ou fonder, au moins, une caisse filiale ou succursale.

4. — Furent approuvés par le Gouvernement Provisoire, toujours dans la plénitude de ses pouvoirs souverains, les premiers statuts de la Banco de Credito Popular par le décret n° 1208 de 23 décembre 1890, déterminant les dispositions relatives à ses principales opérations :

dans l'art. 38 sur le droit d'émission ; dans l'art. 10 sur l'établissement d'une ou plusieurs succursales ou caisses filiales dans les principales villes de la République et dans les capitales des Etats,

aucun délai n'étant indiqué pour l'exécution de cette obligation qui, cependant, restait livrée au bon jugement de l'administration de la Banque, celle-ci choisissant le moment opportun pour ses intérêts, sauf le cas

où il y aurait, de la part d'un Etat quelconque, d'accord avec le Gouvernement Fédéral, une mise en demeure de fonder ces caisses ou succursales ; — dans l'article 12 sur la création facultative d'agences dans les centres de plus de cent familles ; — dans les articles 10, 11 14 et 15, relativement aux règlements de transformations des Caisses filiales ou succursales en banques populaires autonomes ou fédérées

et, d'autre part, à la fiscalisation par la Banque ou ses préposés de toutes les opérations, des succursales et agences, pouvant les liquider, les supprimer, suivant ce qui conviendrait aux intérêts de la Banque.

5. — Après le retrait du droit d'émission du Banco de Credito Popular, en vertu de l'art. 3 du décret du pouvoir exécutif n. 1167 du 17 décembre de 1892, elle demanda au Gouvernement, ainsi que le prouve le manifeste publié dans le n. du 17 février 1893 du « Journal Officiel », le droit d'émettre

des obligations hypothécaires et des titres ou effets de crédit mobilier, dans la forme des décrets ns. 189-A et 165-B du 17 janvier 1890 et des règlements respectifs n. 370 du 2 mai 1890, — pour venir en aide à l'industrie du pays, — ce qui lui fut accordé par le décret n. 1312 du 10 mars 1893, — qui autorisait la Banque à se transformer en une société de « crédito real » (banque hypothécaire), sous deux conditions uniques, qui lui furent imposées par le dit décret n. 1312 du 1893 ;

1°) réduction du capital de la Banque, en annulant les bonifications et incorporations et en laissant la marge nécessaire à la dépréciation du portefeuille ;

2°) prise à sa charge de la dette du Banco de Credito Popular envers le Trésor Fédéral, à régler dans un délai convenu.

6. — La transformation du Banco de Credito Popular do Brasil, qui, d'établissement d'émission en était venu à être une société de « crédito real », ne fut pas une cause de perte ou d'élimination des opérations du crédit populaire avec tous leurs avantages et faveurs, ceci pour les motifs suivants :

a) la dite transformation obéit seulement aux deux limitations du décret déjà cité n. 1312 du 10 mars 1893,

de telle sorte que b) dans l'art. 1° des statuts du susdit Banco Hypothecario do Brasil, approuvés par le Gou-

vernement Fédéral, suivant le décret n. 1361 du 20 avril 1893, — il fut déclaré que, sous cette dernière dénomination, continuait à fonctionner la Société Anonyme appelée jusqu'alors le Credito Popular, pour l'exécution du décret n. 1036-B du 14 novembre 1890 ;

c) les statuts déjà mentionnés du Banco Hypothecario do Brasil, en outre des dispositions se rapportant aux opérations de « crédito real » (crédit foncier), suivant l'art. 16, — reproduisaient les prescriptions contenues dans les statuts primitifs, (approuvés pour le Gouvernement Provisoire suivant le décret n. 1208 du 23 décembre 1890), et concernant les opérations de crédit populaire, la fondation des succursales ou caisses filiales et des agences, et leur transformation en banques populaires autonomes ou fédérées, sans aucune diminution des avantages octroyés par l'art. 14 du décret de concession n. 1036-B du 14 novembre 1890,

lesquels

continuaient à subsister sous la formule adoptée par l'art. 41 des Dispositions Générales des statuts primitifs, approuvés par le Gouvernement Provisoire, suivant le décret n. 1208 du 23 décembre 1890 :

Les cas omis dans ces statuts seront réglés par les lois en vigueur et en particulier par le décret n. 1036-B de 1890, formule qui fut reproduite dans l'art. 80 des statuts approuvés par le décret n. 1361 du 20 avril 1893, avec l'adjonction des décrets relatifs aux nouvelles opérations ;

et, comme preuve incontestable de l'intention des deux parties contractantes à l'égard du maintien en vigueur des avantages, on a la déclaration de la fin du rescrit du Ministère des Finances du 5 mai 1893, reproduite dans les rescrits postérieurs, du 12 décembre 1895 et du 18 août 1904,

« et de la nulle il s'opert que le droit de timbre n'a pas été perçu, en vue de l'art. 14 du décret n. 1036-B du 14 novembre 1890.

Aussi,

d) l'existence d'autres portefeuilles spéciaux n'est pas incompatible avec celle d'un portefeuille hypothécaire, comme le permet l'art. 286 du décret n. 370 du 2 mai 1890, pourvu qu'ils soient distincts et soient leurs capitaux propres.

Et, en réalité,

e) dans les susdits statuts, approuvés par le décret n. 1361 du 20 avril 1893, — le portefeuille de crédit populaire, conformément à l'art. 12, fut destiné aux opérations indiquées dans le décret de concession n. 1036-B du 14 novembre 1890, et également à celles du crédit mobilier, conformément au décret n. 165-B du 17 janvier 1890,

sans gêner le développement des opérations du portefeuille du crédit, — la réduction du capital de la Banque, motivée par les préjudices subis, après l'autorisation de l'augmentation de ce capital jusqu'au chiffre de 40.000 « contos », indépendamment d'une consultation de l'Assemblée générale, le capital restant, ainsi, provisoirement fixé au chiffre réduit de 8.000 « contos ».

Le capital nominal de la Banque ne fut pas, depuis lors, élevé à 40.000 « contos » pour cette raison que, notre loi ne permettant pas l'émission d'actions par séries (art. 84 du décret n. 434 du 4 juillet 1891), ceci eût rendu obligatoire la souscription immédiate de toute cette somme ainsi que le dépôt du dixième réalisé, attendu que, dans l'augmentation de capital, par effet de l'art. 96 du décret n. 434 de 1891, s'appliquent les mêmes règles que celles ayant trait à la constitution des sociétés anonymes.

Et ainsi, la théorie et la pratique conseillent, pour éviter les difficultés de la souscription d'un grand capital, dans la réalisation immédiate n'apparaît pas nécessaire, — dans les remaniements des sociétés anonymes, — de réduire le capital primitif à sa valeur réelle (les pertes déduites), avec la faculté de l'augmenter à mesure que cela sera nécessaire.

(Tholler, Dr. Com. 4° id. de 1910, n. 515, pag. 288. F. Arlhuys, Tr. des Soc. Com. id. de 1906, vol. I, n. 325, pag. 298).

De fait

f) le moment opportun étant venu, le capital réduit du Banco Hypothecario do Brasil fut élevé de 8.000 à 16.000 contos, la valeur des 10 % réalisés ou 800 contos étant destinés au portefeuille de crédit populaire, ecclen accord avec la prescription de l'art. 11 des statuts de 1893, reproduits dans tous les statuts approuvés postérieurement.

Les statuts modifiés et approuvés par le décret n. 1361 du 20 avril 1893, furent également sujets à de nouvelles modifications ou altérations, avec approbation du Gouvernement Fédéral, conformément aux décrets ns. 2.185 du 5 décembre 1895, 5.614 du 29 juillet 1905, — la déclaration étant maintenue dans toutes que la société anonyme, fondée dans la ville de Rio de Janeiro sous le nom de « Banco de Credito Popular do Brasil », subsiste et qu'elle continue à fonctionner sous le nom de « Banco Hypothecario do Brasil », pour l'exécution du décret n. 1.036-B du 14 novembre 1890.

Les susdits statuts, dans leurs altérations successives, conservèrent outre les dispositions se rapportant au crédit foncier, toutes celles qui se trouvaient encore dans les statuts primitifs, approuvés par le Gouvernement Provisoire par le décret n. 1.208 du 23 décembre 1890, et relatives aux opérations de crédit populaire,

sans renoncer à aucun des avantages octroyés par le dit décret n. 1.036-B de 1890, lesquels furent toujours maintenus sous la formule générale, qui se rapporte au dit décret n. 1.036-B de 1890 pour régler les cas omis, ainsi que nous l'avons déjà indiqué.

8. — De cet exposé on conclut donc que, à l'égard du décret de concession n. 1.036-B de 1890 et des divers statuts, le « Banco Hypothecario do Brasil » est la même personne juridique que celle ayant existé sous la dénomination primitive de « Banco de Credito Popular do Brasil », avec tous ses droits, charges et avantages, résultant de la dite concession n. 1.036-B de 1890, réglementée dans les premiers statuts, approuvés par le Gouvernement Provisoire, suivant le décret n. 1.208 du 23 décembre 1890, et modifiés ensuite, du fait de leur application aux opérations de crédit réel.

II

2me. question :

9. — L'exemption, résultant de l'art. 14 du décret n. 1.036-B du 14 novembre 1890, doit être appliquée avec le plus grand largeur d'idées, sans aucune restriction, dans l'espace ni dans le temps, c'est-à-dire sur tout le territoire du Brésil et pendant toute la durée de la concession, sans limitation, quant aux impôts, objet de cette exemption, abrogeant — non seulement ceux qui existaient alors, mais encore ceux qui devaient être créés, — qu'ils fussent fédéraux, d'Etats ou municipaux.

10. — L'expression — « toute autre charge », — contenue dans le dit art. 14 du décret n. 1.036-B de 1890, ne laisse pas le moindre doute sur la nature et l'extension du privilège accordé.

En réalité ce terme — charge — dans le langage technique financier et fiscal, comprend toute espèce d'impôts, quelle que soit leur dénomination de contributions directes ou indirectes, impôts, droits, taxes, etc. (Amaro Cavalcanti, « Eléments des Finances », 1^{re} éd. de 1896, n. 56 et suiv., pag. 170 et suiv. Vinheiros de Castro — Traité des Impôts, 2^e id. de 1910, Chap. II, ns. XXX et suiv., pag. 113 et suiv.).

11. — L'interprétation que nous venons de donner est pleinement confirmée par la décision, unanime, du Tribunal Suprême Fédéral, du 11 avril 1908 :

Considérant que le dispositif cité du décret n. 1.036-B par les termes absolus en lesquels il est conçu comprend toute espèce de charges, fédérales ou d'Etats, ce qui est par ailleurs corroboré par la fin du dispositif précédent, l'art. 13, où est prévue l'hypothèse de la perte dans un Etat, par la Banque, des avantages qui lui avaient été accordés ;

Considérant que le Gouvernement Provisoire, vu les pouvoirs extraordinaires dont il avait investi la révolution, n'avait pas le droit de faire des lois d'une telle portée, n'étant pas assujéti à la constitution, qui n'avait pas encore été votée, ni aux pouvoirs, tribunaux des Etats, qui n'étaient pas organisés ;

Considérant que, une fois la Banque organisée et ses statuts approuvés, ce décret servit à être un instrument de contrat entre le Gouvernement de la Nation et la Banque, lui donnant des droits qui firent aussitôt partie de son patrimoine.

La décision des chambres réunies de la Cour d'Appel du 28 décembre 1910, également unanime, reconnait, comme celui ci-dessus, que, entre le Gouvernement Provisoire, promoteur du décret n. 1.036-B et le décret de 1890 par lequel furent approuvés les statuts de la Banque saisie, fut établi un contrat dont l'effet durera tout le temps de l'existence de la Banque ; et, par suite, l'exemption ne peut être supprimée par une loi postérieure.

III

3me. question :

12. — Dans le décret n. 1.036-B du 14 novembre 1890 ne fut pas insérée la clause résolutoire expresse de la concession. Comme on le voit par la réponse à la première question, le Gouvernement Provisoire ne fait qu'imposer la déchéance ou la perte des avantages, dont jouit la Banque non en totalité, d'une seule fois, mais en partie dans chaque circonscription territoriale de l'Etat,

donc la mise en demeure, faite d'accord avec le Gouvernement Fédéral, conformément à l'art. 13 du dit décret n. 1.036-B de 1890, — n'aura pas été écoutée par la Banque, celle-ci laissant expirer le délai de six mois, à compter de la susdite mise en demeure, sans établir, au moins, une des caisses filiales ou succursales.

13. — C'est ainsi qu'il se vérifie par le dispositif cité de l'art. 13 du décret n. 1.036-B de 1890 que la déchéance ou la perte des avantages doit être déclarée, antérieurement à l'acte d'intimation, faite conjointement par l'Etat réclamant et par le Gouvernement Fédéral.

Ni l'un ni l'autre (Etat ou Gouvernement Fédéral) ne peut de lui-même décréter la déchéance des avantages ni étendre ses effets résolutives à tout le territoire du Brésil, mais uniquement

au territoire de l'Etat qui aura fait, d'accord avec le Gouvernement Fédéral, la mise en demeure dont il s'agit pour le délai de six mois.

14.—Par conséquent, comme il n'y a eu aucune mise en demeure de la part d'aucun Etat ni du Gouvernement Federal, dans la forme de l'art. 13 du décret n. 1.036 B de 1890, pour l'établissement ou la création de caisses filiales ou succursales et comme le Gouvernement Federal est toujours intervenu dans les modifications successives des statuts de 1893, 1895 et 1905, approuvant sans aucune restriction, toutes les opérations de la Banque, rien ne justifie la prétention du Gouvernement Federal de déclarer la déchéance complète des avantages accordés, en dehors du fait de mise en demeure prévu par l'art. 13 du décret n. 1.036 B de 1890, ou de toute autre dénonciation de faute commise par la Banque.

15.—Mais si, par hypothèse, l'art. 13 du décret n. 1.036 B de 1890 n'existait pas et que, cependant, la perte des avantages de la concession fût possible, en se basant sur la clause résolutoire tacite, l'obligation, même ainsi, s'imposerait de la mise en demeure pour établir le retard, du moment qu'il n'y aurait pas eu de délai indiqué pour l'établissement ou la création des diverses caisses filiales, — ainsi que cela est courant dans le Droit Administratif en matière de concessions administratives et aussi dans notre droit civil et dans le droit français.

D'après A. Christophe — Traité des Travaux Publics, vol. 2, 2^e éd. de 1890, n. 1.853.

« Lorsque l'acte de concession prescrit la déchéance de plein droit, et sans mise en demeure, il faut s'y conformer. Si, au contraire, le cahier des charges ne dispense pas formellement de la mise en demeure, il faut s'en tenir au droit commun tel qu'il résulte de l'article 1.230 du Code Civil aux termes duquel la peine n'est encourue qu'autant qu'il y a eu mise en demeure. » (C. d'Etat, 17 février 1882).

Voici un autre cas de résolution tacite où la mise en demeure préalable est nécessaire, comme l'enseigne Otto Mayer dans son Traité de Dr. Adm. Allem., vol. 4, éd. fr. 1906, p. 180:

« Si le concessionnaire... n'en remplit pas les conditions essentielles, l'autorité a le pouvoir de lui enlever la concession: il sera déclaré déchu. »

Le décret n'intervient qu'après mise en demeure.

Dans la théorie de notre droit civil est appliqué le même principe, comme le résume Carvalho Mendonça, Obligation, éd. 1908:

S'il n'y a pas d'indication de délai, il est tout à fait juste et naturel que le retard parte du moment de la mise en demeure. C'est le retard ex personae, l'expression s'appliquant à la personne du débiteur.

IV

4^{me} et 5^{me} questions:

16.—Dans l'accord du 11 décembre 1911, la Banque a renoncé à l'exemption d'impôts déterminés ou charges, qu'elle a spécifiées, comme aussi d'autres impôts qui seraient postérieurement créés

du moment que ceux-ci ne dériveraient pas de ceux dont l'exemption reste acquise à la Banque, en conformité de l'art. 14 du décret n. 1.036 B de 1890.

Par suite, en maintenant les avantages octroyés par le dit décret n. 1.036 B de 1890 et en acceptant seulement la renonciation à ceux auxquels il convient à la Banque de renoncer, — le susdit décret est, sous ce point de vue, un acte parfaitement légal, car il n'implique pas l'obtention de nouveaux avantages ou privilèges.

17.—Le Gouvernement Federal, de son côté, reconnaissant dans le susdit accord que les avantages accordés par le décret n. 1.036 B de 1890 subsistent,

fit un acte de justice, vu qu'il ne pouvait se mettre en contradiction avec la série ininterrompue de ses propres actes, qui constituaient l'approbation des agissements de la Banque, et, en outre, il ne le pouvait sans commencer par la mise en demeure, dans la forme prévue par l'art. 13 du décret n. 1.036 B de 1890.

18.—L'accord du 11 décembre 1911 fut, d'autre part, avantageux à l'Union et aux Etats, parce que la Banque renonça à l'exemption des impôts les plus importants, c'est-à-dire:

a) celui d'importation, qui, comme l'observe Viveiros de Castro, dans l'ouvrage cité, n. 61, pag. 419, — occupe une place prépondérante dans tous les budgets des nations civilisées, et est chez nous la source de plus de deux tiers des recettes;

b) la taxe d'eau dans le District Fédéral, des impôts de consommation et d'exportation, ce dernier appartenant aux Etats, renonciation faite à la condition que la Banque ne fût pas troublée dans l'exercice des privilèges restants, accordés par le décret n. 1.036 B de 1890, dans les conscriptions territoriales de chaque Etat.

On sait que, dans la plus grande partie des Etats, les impôts d'exportation des marchandises et des produits naturels et industriels, produits de leur activité économique, représentant le principal élément de leurs recettes budgétaires.

V

6^{me} question:

19.—L'exemption concernant l'importation de matériaux pour maisons ouvrières, qui fut conservée à la Banque, conformément au décret n. 8.592 du 8 mars 1911, ainsi que le constate le dit accord du 11 décembre 1911,

est un avantage déjà compris dans l'art. 7 du décret n. 1.036 B de 1890, et à la portée de quiconque se propose de faire la même chose,

cela est réglementé par l'art. 1, § 4, n. X du susdit décret n. 8.592 du 8 mars 1911.

Antérieurement à ce décret n. 8.592 de 1911, le Congrès National accordait la même exemption de droits de douane, ainsi qu'on peut le voir dans les lois budgétaires des recettes — n. 2.035 de 29 décembre 1908, § XI, n. 19; n. 2.210 du 28 décembre 1909, art. 2, § XI, n. 19; n. 2.231 du 30 décembre 1910, art. 27, § X, n. 1.

Et telle est mon opinion, sauf meilleur avis.

Rio de Janeiro, le 4 mai 1912.

Me. ALFREDO BERNARDES DA SILVA
Avocat.

Courrier pour l'Etranger

Corps diplomatique.—M. le Dr. Fontoura Xavier, Ministre du Brésil près la Cour d'Espagne, s'est embarqué le 24 courant à bord de l'*Arlanza*, de la «Royal Mail», pour rallier son poste. S. Exce. est accompagnée de sa famille.

—M. Basset Moore, Président de la délégation des E. U. d'Amérique au Congrès de Jurisconsultes, dernièrement réuni à Rio de Janeiro, s'est embarqué pour l'Europe le 24 courant à bord de l'*Arlanza*. D'un des ports européens, S. Exce. doit rallier les Etats-Unis.

—M. le Dr. Bernardino Machado, dernièrement nommé Ministre Plénipotentiaire de Portugal près le Gouvernement des E. U. du Brésil, a présenté ses lettres de créance au Président de la République le 23 courant.

—M. le Dr. Victor Sangines, représentant diplomatique de la Bolivie au Brésil, a présenté ses lettres de créance le 23 courant.

Corps consulaire.—M. Charles Birli, nommé récemment Consul de France à São Paulo, est arrivé dans la Capitale de cet Etat le 21 courant. M. Birli a accompagné son mari. A tous les compliments de bienvenue qu'ont présentés les membres les plus éminents de la colonie française de São Paulo au nouveau titulaire, la rédaction de *L'Etoile du Sud* joint les siens et présente à M. Birli les assurances de son entier dévouement.

Crise Ministérielle.—La démission de M. Armenio Jouvin a failli causer une crise que nous croyons résolue à l'heure où nous écrivons. M. le lieutenant Mario Hermes député fédéral, fils de S. Exce. M. le Président de la République, semblait s'associer aux griefs de M. Armenio Jouvin, a passé un télégramme de désapprobation à S. Exce. M. le Dr. Rivaldavia Ministre de la Justice et de l'Intérieur qui, froissé du ton et de la forme impérative de ce télégramme expédié par le fils du Chef du Pouvoir Exécutif, n'a pas hésité à présenter sa démission, insistant sur son exonération. Le maréchal Président l'a refusé énergiquement, déclarant à son ministre qu'il était de parfait accord avec la conduite politique et administrative de son dignitaire auxiliaire qui continue à mériter son entière confiance et dont les services sont réputés nécessaires à son gouvernement.

Nous pensons que M. le Dr. Rivaldavia n'avait plus dès lors aucune raison d'insister pour sa démission, la satisfaction qui lui était donnée étant suffisante pour qu'il ne gardât pas le souvenir de l'acte quelque peu irréfléchi de M. le lieutenant Mario Hermes. Le jeune député, a failli motiver une crise qui ne ferait qu'ajouter aux embarras créés déjà à S. Exce. le Maréchal Hermes da Fonseca qui, en cette occasion, a su faire taire les affections de la pour ne songer qu'aux intérêts de l'Etat. S. Exce. a pour lui, l'opinion publique qui applaudit à son abnégation, et à son énergique attitude.

Sénat Fédéral.—M. le sénateur général Pinheiro Machado a été élu Vice-Président du Sénat en remplacement de M. le sénateur Quintino Bocayuva, décédé, qui occupait les mêmes fonctions.

Etat de Minas-Geraes.—La rédaction de *L'Etoile du Sud*, accompagnant avec le plus vif intérêt les progrès réalisés ou en voie de réalisation par l'Etat de Minas Geraes, vient de déléguer à Bello Horizonte un rédacteur chargé de constater de visu les divers services dont le dernier message de M. le Dr. Bueno Brandão donne une idée des plus favorables. L'étude à laquelle nous allons nous livrer n'est que le complément de celle que nous avions initiée sous le gouvernement du regretté Dr. João Pinheiro, étude que nous avions interrompue, attendant que son successeur, M. le Dr. Wenceslau Braz, appelé plus tard à la Vice-Présidence de la République, eût mis à exécution les vastes projets de son prédécesseur. Bien qu'il y travaillât activement, le temps lui manqua pour compléter l'œuvre si patriotiquement entreprise: il l'a fait avec une persévérance qui permet aujourd'hui de se féliciter de l'essor que prend l'Etat de Minas Geraes dans les diverses branches de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie sous l'administration intelligente, active, compétente et surtout patriotique de M. le Dr. Bueno Brandão. Le Message que vient de publier, S. Exce. justifie amplement nos appréciations. Nous espérons donc qu'il

sera fourni à notre rédacteur toutes les données qui nous permettront de donner à nos lecteurs d'outremer un travail complet sur le brillant avenir réservé à l'Etat de la fédération brésilienne qui, sans contredit, offre le plus d'espérances non seulement aux émigrants qui y trouveront un travail facile, sous un climat comparable à celui des plus beaux ciels européens, mais encore aux capitaux dont la rémunération est assurée, dans une région déjà largement ouverte à tous les débouchés extérieurs, les moyens de communication avec le littoral et la Capitale de la République étant des plus rapides et des plus nombreux.

Incessamment donc nous reprendrons dans *L'Etoile du Sud*, l'étude à laquelle nous nous appliquions dès 1908 et que des événements imprévus nous ont forcés d'interrompre.

Le Message Présidentiel de Minas.—Au début de son message, le Président, selon le style d'usage dans ces sortes de documents, annonce que l'ordre n'a pas été troublé dans toute l'étendue de Minas, et que somme toute, l'état général de l'Etat est rassurant.

Entre autres points intéressants nous relevons les informations relatives au fonctionnement du nouveau département d'emprunts aux Municipalités. Ces emprunts ont pour but de faciliter aux communes l'établissement des services d'eau, égouts, force, lumière, qui, faute de ce secours intelligent seraient ajournés « sine die » ou bien obligeraient les municipalités à des emprunts ou des combinaisons onéreuses.

Le mécanisme en est facile et il faut croire que l'exemple est salutaire, puisqu'on a enregistré 43 contrats de ce genre jusqu'à la date du 6 mars, et à la fin Avril il y avait à l'étude 77 demandes. Les chiffres officiels du message assurent qu'une somme totale de 15 mille contos de reis a été mise de cette façon à la disposition des municipalités. C'est très intelligent comme conception.

Une autre nouvelle intéressante est celle qui a trait à l'extension, des voies de communication: ici encore, Minas est en progrès, car cet Etat compte aujourd'hui 5012 kilomètres en pleine exploitation, soit donc 337 kilomètres de plus qu'en 1910.

Il est bon de rappeler que les principales Compagnies desservant Minas sont: L'Oeste de Minas, avec 1228 kilomètres, les Compagnies Fédérales, avec 929, la Leopoldina Railway avec 871 kilomètres, la Mogiana avec 314, la Victoria e Minas avec 247, la Centrale du Brésil avec un réseau de 914 kilomètres et enfin la Bahia et Minas avec ses 234 kilomètres.

Cette dernière ligne, a fait l'objet d'un arrangement entre l'Etat de Minas d'une part, et le gouvernement Fédéral, les Compagnies E. de Ferro, Bahia e Minas, et la Compagnie des Chemins de Fer fédéraux de l'Est Brésilien, d'autre part, à la suite duquel le Gouvernement fédéral a acquis le tronçon Caravellas à Aymorés et l'a incorporé au réseau fédéral de Bahia. Le coût total de cette transaction s'est élevé à 12 mille contos, la tranche revenant à Minas, se montant à 3.700 contos.

Les recettes de l'Etat de Minas en 1911, se sont élevées à 23230 -contos de reis—présentant une augmentation sur 1910 de 3285 contos. Les dépenses prévues pour le présent exercice s'élèvent à 29 mille «contos».

La dette intérieure s'élève à 50 mille «contos» et les rapports indiquent que les impôts sur l'exportation ont rapporté 10700 «contos». Il y a un grand développement dans les exportations de coton, tabac, bois de construction, céréales, pommes de terre, etc., sans oublier le café, qui lui aussi a sa large part dans cette heureuse progression.

Voyage du Dr. Pedro Toledo.—Pour prouver l'intérêt qu'il attache aux questions dépendant de son Ministère, le Dr. Pedro Toledo a fait tout dernièrement un rapide voyage aux Etats du Sud, et est allé étudier «in loco» les nécessités, et a vu, qu'elles étaient les mesures les plus urgentes à introduire, et les méthodes à encourager. On peut hardiment affirmer que sa présence est venue galvaniser les énergies des cultivateurs, leur montrant le Ministre, en personne, et non un vague représentant devant eux, s'intéressant et aimant à se rendre compte de visu des progrès accomplis.

La culture de la vigne l'a frappé par son énorme développement mais ce qui a surtout attiré son attention c'est celle du blé dont les récoltes sont chaque fois plus importantes.

Il y a là un véritable renouveau et un retour des choses anciennes, car nous ne devons pas oublier que le blé a déjà constitué une des principales exportations du Sud, mais les méthodes de cultures perfectionnées de l'Argentine et la production des grands moulins de cette République, amie, sont venus, avec leurs prix de revient fort bien étudiés, entraver l'essor de cette culture.

Nous recommençons donc ce qui a déjà été fait mais avec d'autres méthodes, et, à titre d'encouragement, le Ministre a déjà fait procéder à la distribution de près de trois cents tonnes de semences sélectionnées, ce qui viendra améliorer notablement le type courant.

BISCUITS DUCHEN

LA GRANDE MARQUE BRÉSILIENNE

L'état sanitaire de Rio.—On ne peut nier, les chiffres étant là pour le prouver, que l'état sanitaire de notre Capitale n'offre aujourd'hui un tableau des plus séduisants et des plus rassurants; comparant le taux de notre mortalité avec celui des principales Capitales d'Europe, nous pouvons nous enorgueillir de posséder enfin une ville où l'étranger peut débarquer sans le cauchemar de la fièvre jaune.

Nous aurons l'air de revenir sur le même sujet, mais il est des redites qui sont agréables à entendre et lire: Oswaldo Cruz, l'illustre scientifique et grand patriote, nous a débarrassés de la fièvre jaune, et, de par les admirables mesures mises en exécution sous sa direction, et ensuite heureusement continuées par ses intelligents successeurs, les autres maladies ont vu leur cours endigué. Aujourd'hui le niveau sanitaire est à une hauteur réellement enviable.

Pour plus de facilité, nous renvoyons le lecteur au tableau ci-dessous, composé avec les données officielles; un rapide coup d'œil démontrera la mortalité décroissante des divers fléaux qui nous affligent. L'examen embrasse les années 1903 à 1911.

	1911	1910	1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903
Fièvre jaune.....	22	0	15	4	39	42	289	48	584
Peste.....	8	18	15	54	73	115	142	275	360
Variole.....	1	355	335	9,046	130	22	295	4,201	1,000
Rougeole.....	144	312	57	149	49	22	270	62	86
Fièvre scarlatine.....	0	2	6	1	1	46	51	7	52
Diphtérie.....	43	39	34	52	58	30	648	511	339
Influenza.....	824	684	609	597	589	71	58	80	135
Fièvre typhoïde.....	47	62	54	58	77	69	45	78	74
Dyssentérie.....	222	222	81	60	34	77	73	120	120
Beribéri.....	12	25	32	33	534	527	484	671	1,036
Faludisme.....	368	448	525	564	554	527	3,614	3,075	3,321
Tuberculose.....	3,566	3,640	3,346	3,616	3,098	3,140	3,614	3,075	3,321
Lèpre.....	20	12	14	22	35	20	29	24	20

On remarquera que les chiffres de la dysentérie et de la tuberculose sont encore très élevés; le premier a pour cause principale et directe l'intoxication infantile par l'ingestion de lait de mauvaise qualité; il y a actuellement un projet du Conseil Municipal qui a pour but d'enrayer sinon supprimer la fraude et la falsification de cet aliment de première nécessité.

Quant à la tuberculose, pour l'enrayer il faudrait avant tout résoudre l'angoissant problème des habitations ouvrières à bon marché. Le gouvernement, avec une louable initiative, a déjà mis la main à la pâte, si l'on peut dire, et est en train de construire, à la station de Deodoro, plusieurs immeubles, qui forment une véritable ville. Cela servira déjà à soulager pas mal de gens, mais cet effort n'est pas suffisant en face de la population énorme que nous possédons et qui est obligée, de par les nécessités, de se trouver à proximité des fabriques, ateliers, etc., à se loger où elle le peut.

De là ces agglomérations dans des locaux insalubres, où la transmission rencontre un terrain favorable à son élargissement. Mais, et ceci n'est pas une consolation malheureusement, nous voyons que les mêmes maux affligent la Vieille Europe, où la tuberculose est à l'ordre du jour; nous faisons nos efforts là-bas également et de tout cela il résultera, peut-être bientôt, un ensemble de mesures profitables au point de vue humanitaire et social.

M. le Dr. Sampaio Correia.—Ingénieur des plus distingués et qui, sous le gouvernement de S. Exce. M. le Dr. Affonso Penna de regretté mémoire, occupa les fonctions d'Inspecteur Général des Travaux Publics et de Président honoraire de l'Exposition Nationale de 1908, vient de fonder, sous la raison sociale *Sampaio Correia & C.* une société en commandite par actions au capital de 1.400 contos de reis.

La société a pour but:

1^o Projeter et construire, acheter, obtenir des concessions ou des affermages, exploiter ou vendre pour son compte ou pour des tiers:

a) chemins de fer ou routes d'intérêts général et local et en général toute espèce de services de transports terrestres, maritimes et fluviaux;

b) approvisionnement et distribution d'eaux potables, égouts, assainissement de villes, de champs, de ports et en général de tous travaux hydrauliques;

c) constructions civiles et militaires; éclairage public et particulier; usines et fabriques;

d) Entreprises de travaux publics et particuliers.

2^o Obtenir, valoriser, exploiter, vendre des concessions ou des entreprises minières, agricoles, forestières ou autres qui seraient concédées directement à la société ou que celle-ci aurait acquises;

3^o Organiser des sociétés, souscrire, acheter et vendre des actions, des obligations ou autres titres, comme aussi participer ou partager des intérêts dans des transactions ayant trait aux opérations susmentionnées;

4^o Négocier en matériaux ou matériels et accessoires concernant des travaux des services, et des concessions de la nature de ceux ou celles déjà mentionnées, pouvant accepter des représentations et des agences de fabriques, de compagnies ou de négociants nationaux ou étrangers;

5^o Réaliser des opérations industrielles, commerciales et financières relatives au but que se propose la société.

Etant donné l'activité, les connaissances techniques et le crédit dont dispose M. le Dr. Sampaio Correia, on ne peut qu'augurer la réussite de la société à laquelle il prête son nom.

Valorisation du caoutchouc.

Comme corollaire du plan de valorisation, dont la paternité appartient à M. le Ministre Dr. Pedro de Toledo, le Gouvernement vient d'autoriser l'ouverture d'un premier crédit de huit mille «contos», destiné à parer aux premières dépenses d'installation, et à assurer les frais les plus urgents.

On ne peut naturellement établir un parallèle entre l'idée qui a présidé à ce plan et à celle qui a servi de directrice pour la valorisation du café; les deux sujets étant fort différents et les deux problèmes présentant des données absolument distinctes. Nous dirons, même sans flatterie, que la question du «Caoutchouc» surtout depuis l'apparition des nouvelles plantations en Asie, et depuis les «découvertes industrielles» de ce caoutchouc synthétique (si la pratique vient les confirmer...) est des plus complexes et suscitera au fur et à mesure de l'application du plan initial, de nouvelles mesures que la pratique aura démontrées.

Ici au Brésil il y a à considérer non seulement l'amélioration du produit, en tant que matière première qu'il faut imposer par sa qualité exceptionnelle, mais encore surveiller les cours, en Europe, et tâcher de rétablir en notre faveur la balance. Il y a également la question du coût de production à baisser, car les méthodes extractives, de par l'ignorance et l'éloignement des centres d'embarquement, sont encore dans l'enfance. Enfin, il y a une foule de questions dépendant les unes des autres, qu'il va falloir méthodiquement résoudre.

L'action, nous en sommes certains, ne pourra se faire sentir dans toute son intensité au début, mais si un autre plus fortuné viendra cueillir les fruits et récolter la gloire de la réussite, il nous sera permis dès à présent de saluer la patriotique initiative de M. le Dr. Pedro de Toledo, qui n'a pas craint de s'attaquer à la solution de cette «magna question», car le caoutchouc, après le café, constitue la meilleure richesse de notre pays et les droits d'exportation représentant une somme fort respectable, qu'il n'est pas à dédaigner. Nous lui souhaitons de tout cœur la réussite.

Célébration du 14 Juillet

—Les fêtes qui devaient se réaliser à la date du 14 ont été ajournées jusqu'au 20 par le Comité organisé pour leur célébration. Le décès de M. le sénateur Quintino Bocayuva avait motivé cette délibération, la colonie française manifestant ainsi la part qu'elle prenait au deuil national brésilien. Le gouvernement de M. le Maréchal Hermes da Fonseca avait résolu, du reste, qu'aucune manifestation ne se réaliserait à cette date consacrée par le Brésil à la Liberté des peuples Américains. C'est donc le 20 du courant que le Comité avait convié au «Club dos Diários» (ancien Casino Pluminense), la colonie française, les autorités brésiéliennes et le corps diplomatique à la célébration de la Fête qui chaque année rappelle en France et à l'étranger le grand fait historique de la prise de la Bastille. L'assistance a été nombreuse. L.L. Exces. M. M. le Dr. Lauro Muller, Ministre des Affaires Etrangères; général Vespasiano de Albuquerque, Ministre de la Guerre et ses aides de camp; Dr. Belisario Tavora, préfet de Police; général Bento Ribeiro, préfet du District Fédéral et les membres du corps diplomatique suivants: M. M. Maximoff, Ministre de Russie; A. Delcoigne, ministre de Belgique et son secrétaire; von Esser, chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie; Weber, secrétaire de la Légation d'Allemagne; W. Hagnard, Ministre d'Angleterre; Morgan, ambassadeur des Etats

Unis; grand nombre de sénateurs et de députés, honoraient de leur présence cette manifestation en l'honneur de la France. S. Exce. M. de Lalande, Ministre de France, assisté de M. Dupas Cousul et du capitaine Salatz, attaché de la Légation faisaient les honneurs de cette fête rehaussée par la présence de dames de la haute société brésilienne et de la colonie française.

Un concert vocal et instrumental a précédé le bal, qui s'est prolongé bien avant dans la nuit. On ne peut que féliciter, le comité de ses efforts pour l'éclat de cette fête qui a affirmé une fois de plus que la colonie française de Rio de Janeiro ne perd pas une occasion de glorifier la Patrie qui a semé de par le monde les grands principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

Le 14 Juillet, divers membres de la Colonie française répondant à l'invitation de MM. le Ministre et le Consul de France se sont réunis au Consulat pour donner à la Patrie le gage de leur dévouement et de leur constant souvenir. M. Costale, agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis, Président de la fête du 14 Juillet, a prononcé une brève allocution de circonstance à laquelle a répondu M. de Lalande, Ministre de France.

Mme. Vve. Bocage (Rose Méryss), présente à cette réunion, a offert un bouquet de fleurs naturelles à S. Exce. et lui a remis le manuscrit d'un discours qu'elle avait l'intention de prononcer et qui a été publié in-extenso dans le *Jornal do Commercio* du 15 courant ainsi que les allocutions du Président de la Fête et du Ministre de France.

Nous y renvoyons nos lecteurs, ces pièces oratoires n'ayant pas été communiquées à la rédaction de *L'Etoile du Sud*.

«*Jornal do Commercio*». — M. le Dr. José Carlos Rodrigues, directeur du doyen de la presse brésilienne, s'est embarqué le 24 courant pour l'Europe à bord de l'*Arlanza*. Nos vœux accompagnent l'illustre publiciste.

Famille Impériale. — Deux projets sont en ce moment en discussion à la Chambre des Députés: le premier propose la translation, de Portugal au Brésil, des restes mortels de LL. MM. l'Empereur Dom Pedro II et de l'Impératrice Dona Thérèse Christina, inhumés à Lisbonne. Le peuple brésilien accueille avec enthousiasme l'adoption de ce projet qui, nous le croyons, ne soulèvera aucune opposition. Le 2me, projet se rapporte à l'abrogation du décret de bannissement des membres de la famille impériale, décrété le 15 Novembre 1889 par le Gouvernement Provisoire. Y a-t-il danger à abroger un décret qui pouvait justifier les circonstances du moment, mais que ne nécessitent plus celles d'aujourd'hui?

Aux représentants de la Nation de le dire.

Conseiller Ruy Barbosa. — Nous avons dit dans notre dernier numéro qu'après une longue absence, le grand orateur Ruy Barbosa était de nouveau parmi nous. Il se trouvait, on le sait, en villégiature à Pocos de Caldas, quand une infection, de caractère typhique, s'empara de son organisme affaibli par les fatigues de l'âge et pendant quelque temps sa santé ne tint qu'à un fil. On s'attendait à chaque instant à recevoir une mauvaise nouvelle, mais il réussit à prendre le dessus; il eut à ce moment même, un mot d'esprit qui prouve que tout en se rendant compte de la gravité de son mal, il espérait bien le vaincre: «Le corps humain, a-t-il dit, à peu près, est un capital qui produit de bons intérêts: il faut savoir, au milieu de l'harmonie de son merveilleux ensemble, ne dépenser ses intérêts qu'à bon escient. Quelques uns gaspillent non seulement ces intérêts à tort et à travers, mais entament encore le Capital. Quant à moi, j'ai toujours été parcimonieux et crois n'avoir jamais touché qu'aux intérêts.»

Dès son retour à Rio et son arrivée à la gare jusqu'à son hôtel particulier ce ne furent que fleurs, discours, le plus souvent enflammés et ayant trait à la situation actuelle. Une foule compacte, se pressait autour de lui, formant, avec les innombrables voitures du cortège, un long serpent d'où partaient sans cesse de nouvelles acclamations.

Ruy Barbosa est toujours l'homme à la parole facile et élégante aux images heureuses et riches d'inspiration; dans l'allocution qu'il dirigea à la jeunesse qui venait de le saluer, il dit que «sa tâche était pour ainsi dire terminée car il se trouvait au bout du chemin que le Destin lui avait assigné et qu'il réservait à la jeunesse présente, l'honneur de parachever sa tâche».

Nous protestons contre ses paroles; car nous comptons bien le voir bientôt reprendre sa place au Sénat; il n'est pas dans nos intentions de nous immiscer dans la politique active de partidarisme, mais nous devons reconnaître que son talent est incomparable et que sa lumineuse parole s'est souvent fait entendre, prenant la défense de nobles causes, et nous avons ici, une fois de plus, le plaisir de saluer son intelligence toujours vive, nourrissant l'espoir de le voir, longtemps encore prêter au Pays le précieux concours de ses talents.

Lloyd Brésilien. — Le Dr. José Carlos Rodrigues, devant partir pour l'Europe, le poste de directeur du Lloyd s'est trouvé vacant: il faut que, nous répétant, dire que cette nouvelle a vivement ému les milieux commerciaux, où l'imminent directeur, alias président de la société du *Jornal do Commercio*, le plus important organe de notre presse, est apprécié à sa juste valeur. Pendant sa courte régence, le Lloyd avait déjà repris meilleure allure et avec la fermeté et esprit de méthode qu'on lui connaît, dans un avenir prochain on pouvait s'attendre à la franche prospérité de cette importante Compagnie de navigation.

On a beaucoup parlé de la possibilité de céder le Lloyd à un syndicat étranger; ceci évidemment viendrait trancher le nœud de la question et résoudre une fois pour toutes les difficultés, mais, l'homme propose et la politique dispose... Le courant favorable au rachat par le Gouvernement l'a emporté, et ces pronostics se trouvent confirmés par la nomination des deux illustres militaires, le général Rego et le commandant Midosi, qui ont été appelés par le maréchal Hermes à diriger le Lloyd.

Il ne faut pas oublier que cette Compagnie jouit de faveurs spéciales qui lui assurent une place prépondérante au point de vue du cabotage; sa flotte est composée aujourd'hui d'excellents éléments et quant au service des voyageurs il est presque sans reproche.

Le gouvernement, et cela se comprend, a besoin d'avoir sous la main cette Compagnie, qui lui est précieuse au point de vue de la mobilisation de ses troupes, etc., mais ne pourrait-il jouir des mêmes avantages, sans qu'il lui en coûtât autant?

Pour le moment, donc, le Lloyd est aux mains du Gouvernement.

Paiva Couceiro et les récentes invasions monarchistes. — A quel parti que l'on appartienne, l'estimable de lire sans émotion les divers télégrammes qui nous arrivent journellement de Portugal, où, en quelques lignes rapides et incisives, nous apprenons les escarmouches de la frontière, entre républicains et monarchistes.

Que l'on considère ou non assise la République en Portugal, il n'en est pas moins vrai que Couceiro, avec ses invasions de l'an dernier et l'actuelle, rencontre encore des adeptes qui épousent ses idées et ses convictions, et n'hésitent pas à partager les réels dangers dans lesquels il se meut, versant leur sang, pour la défense de l'idéal cher à leur cœur.

En Couceiro, véritable gentilhomme, renait l'âme de ces anciens chevaliers, ces glorieux preux qui n'avaient pour devise que Dieu et leur Dame; Couceiro, héros plus moderne, ne voit que Dieu et son Roi, et, pour ce dernier, il cherche en ce moment, avec une héroïque obstination, à créer une diversion aux frontières, tachant de remuer les âmes des indécis du dernier mouvement, et de les gagner à sa cause, par l'exemple qu'il leur prêche.

Le peuple portugais a toujours été, dès la propre conquête romaine, prodigue en hommes valeureux, prêts à se battre pour leur idéal: les guerres de l'indépendance contre l'Espagne, les batailles soutenues contre les généraux de Napoléon, démontrent à satiété son héroïsme et l'amour de la Patrie. Il est regrettable maintenant, que, pour des questions de régime, il puisse arriver un moment où la conflagration s'étendant à d'autres groupes, mette aux prises Portugais contre Portugais, et qu'une guerre civile ensanglante le riant jardin de l'Europe.

Sans vouloir blesser les susceptibilités ni les convictions de chacun, il nous semble que la monarchie portugaise a vécu. La personnalité des rois n'est pas en cause, ici, car l'éducation des divers princes était portée à un niveau qui les eut rendus dignes de s'asseoir sur l'impérat du trône d'Europe. La monarchie, comme forme de gouvernement, était devenue fort impopulaire, ou tout au moins indifférente au peuple. Le rotativisme ministériel qui était l'unique système connu pour solutionner les crises de cabinet avait donné tout ce que l'on pouvait en attendre, quand brusquement survint la révolution d'Octobre 1910.

Couceiro alors fut l'unique qui réussit à résister pendant quelque temps à la débâcle, organisant la résistance avec quelques hommes dévoués. Malheureusement l'élément était profondément miné et sa tentative dut aboutir à la reddition.

Ne voulant pas reconnaître le nouvel état de choses, il quitta le Portugal, prévenant cependant loyalement ses adversaires qu'il les combattrait par tous les moyens. On voit qu'il a tenu parole. Le voilà maintenant l'épée haute, à la main, revendiquant pour son Roi ce trône que ses mains inexpérimentées ne purent consolider, et quoi qu'il nous paraisse bien faible pour réussir dans sa nouvelle tentative, son noble geste ne nous en apparaît que plus beau et plus digne de sincère admiration.

Le gaz d'eau. — La Cie. Anonyme du Gaz, ou la «Rio Light & Power Co.», si vous le préférez, se basant sur une clause de son contrat avec le Gouvernement, cherche, depuis quelque temps, à obtenir l'autorisation ministérielle, pour additionner au gaz d'éclairage actuel une proportion qui serait ultérieurement déterminée de gaz d'eau.

La presse étant naturellement partagée en deux camps ennemis sur tout ce qui touche aux intérêts de la puissante Compagnie Canadienne, nous avons assisté à une série de joutes scientifiques, chacun cherchant à démontrer les avantages ou les inconvénients qui résulteraient pour la santé publique, de l'adoption de ce mode d'éclairage.

Il est bien vrai que le gaz d'eau, employé seul, est fort dangereux, de par sa teneur élevée en oxyde de carbone, qui, dans le gaz commun, arrive à 8 et 10 pour cent, tandis que dans le gaz d'eau, suivant le mode de préparation, atteint le chiffre de 16 à 20. Cependant, depuis son apparition, la chimie industrielle a fait d'énormes progrès et il n'est pas sans intérêt de rappeler que, dans certaines villes d'Amérique du Nord, son usage est déjà permis. Vérité en deçà et erreur au-delà?

Non. Avec quelques précautions, telles que robinets bien fermés, canalisations domestiques bien établies, le gaz d'eau n'offre aucun danger: il est vrai qu'il a contre lui le grave défaut d'être inodore! mais, nous le répétons, la Light ne prétend pas le fabriquer pour le servir isolément, mais toujours associé au gaz de Houille. Il serait donc toujours facile de reconnaître les fuites.

Il ne faut pas oublier que le gaz d'eau nous permettrait d'obtenir une excellente lumière d'un blanc éblouissant avec les manchons d'incandescence: sa flamme, comme toutes les flammes pâles, est bien plus chaude que celle du gaz ordinaire et de ce côté là encore l'avantage serait réel.

On nous parle de la perte dans le sous-sol de la ville! Évidemment, qu'avec les canalisations actuelles, de moins quelques-unes, qui datent de l'établissement de la Compagnie primitive, l'inconvénient est à considérer, mais avec la diffusion atmosphérique nous n'aurions pas les éas tétriques que l'on vent nous dépeindre, de morts violentes et rapides.

Quand une amélioration ou une invention se présente rappelons-nous qu'elle suscite toujours de nombreux détracteurs. Les uns refusent la nouveauté, par esprit de routine, d'autres par esprit de classe, d'autres enfin par jalousie et quelques-uns enfin refusent systématiquement, surtout lorsque la mesure part d'une société dont ils sont les ennemis pour des causes que nous n'avons pas à approfondir. La question n'est pas encore résolue, mais le sera sans doute d'accord avec nos intérêts, et la Cie. ne fera aucune difficulté pour prendre les mesures reconnues nécessaires pour le bon fonctionnement de l'éclairage au gaz d'eau.

Imprimerie Nationale. — En raison d'incidents administratifs important conflits de juridiction, M. le Dr. Armemio Jouvin directeur de l'Imprimerie Nationale et du *Diário Oficial* a sollicité sa démission qui a été acceptée le 17 courant. M. le Dr. Luiz Alves Leite de Oliveira Bello qui occupait les fonctions de rédacteur en chef du *Diário Oficial* a été nommé directeur de l'Imprimerie Nationale et de l'organe officiel en remplacement de M. le Dr. Armemio Jouvin.

Le Message Présidentiel de S. Paulo. — La lecture de cet intéressant document nous a suggéré quelques réflexions que nous nous plaisons à communiquer aux lecteurs, notre devoir étant de donner un aperçu succinct de la prospérité de São Paulo et de la sagesse de son Gouvernement.

Le Président actuel, Dr. Rodrigues Alves (qui a déjà été Président de ce même état et également Président de la République) fait un éloge, au début de son message, de son prédécesseur, qui lui a transmis le gouvernement avec de superbes finances. Cependant loin d'être ébloui par ce spectacle, il rappelle la nécessité de bien étudier les bases du budget et de ne pas oublier que souvent ces périodes de prospérité ne sont que passagères et obéissent à des causes souvent obscures, et ignorées, où nous ne voulons voir que le résultat de mesures prises peu de temps auparavant.

On sent ici le léger regret de l'homme, intelligent cependant, qui, contrairement aux décisions prises aux fameuses «Convenio de Taubaté» où s'élaborent les règles de la valorisation du Café, et où les trois états intéressés, Minas, S. Paulo et Rio se mirent d'accord sur la marche à suivre, voit justement aujourd'hui, sous son gouvernement les résultats splendides de ces mesures et est obligé d'en reconnaître l'efficacité. Pardonnons-lui ce mouvement.

Au sujet des emprunts municipaux, il émet les mêmes critiques; on doit reconnaître avec lui, que l'on abuse parfois de l'appel au crédit public et il souhaite que l'on rétablisse quelques-unes au moins, des restrictions qui existaient auparavant et qui agissaient comme un frein salutaire sur cet emballement financier.

L'instruction publique contribue à mériter toute son attention: on doit reconnaître que São Paulo a développé la diffusion de l'instruction primaire d'une façon remarquable: elle y est gratuite comme en France: il la voudrait obligatoire.

Il y a actuellement une fréquence d'environ 150 mille élèves, mais, faute d'écoles suffisantes, 300 mille enfants, environ attendent encore les effets de l'enseigne-

ment. Il émet le vœu que l'on puisse annuellement construire au moins cent écoles.

Satisfait des brillants résultats obtenus avec les instructeurs militaires (français, ne l'oublions pas) que São Paulo avait appelé pour réorganiser sa police (cinq mille hommes aujourd'hui) il a renouvelé le contrat de nos compatriotes. Il s'agit comme l'on voit, d'une véritable petite armée, qui manœuvre à l'Européenne, à la Française devons-nous dire, et ses exercices et manœuvres font l'émerveillement de tous ceux admis à la voir travailler.

L'instructeur français reçu avec défiance au début a su, grâce aux affinités de race, grâce à ses bonnes manières, (nous ne croyons pas que la rude discipline allemande puisse faire la même chose ici) à su se faire rapidement aimer; l'exemple du succès remporté à S. Paulo prouve surabondamment que le soldat brésilien s'assimile parfaitement la théorie française avec goût et profit. Le Président Rodrigues Alves, tout pacifiste qu'il est, reconnaît la nécessité de prêter un peu plus d'attention au palpitant problème de l'instruction militaire: il est dommage que sa voix ne soit pas comprise par qui de droit.

L'immigration, qui a été de tous temps une des questions primordiales de S. Paulo a retenu également son attention: jusqu'au 14 Juillet, date de son message au Congrès, on comptait 53398 immigrants de nationalités diverses, ou l'élément italien est toujours prépondérant. Ce mouvement a besoin d'être maintenu et même encouragé, l'agriculture réclamant chaque jour de nouveaux bras.

Finissant son message par quelques appréciations générales il constate que la capitale reflète la situation florissante de toute l'Etat: on y bâtit actuellement en moyenne 4 mille maisons par an, ce qui correspond à une augmentation de population d'environ 40 mille âmes. Ici encore, et pour que le lecteur ne l'ignore, l'influence française se fait sentir, car dans les derniers plans dressés pour l'embellissement de S. Paulo, notre grand architecte de Paris, Bouvard, a été appelé à donner son opinion et sous sa direction quelques modifications ont été apportées, après études «in loco». La grande avenue projetée constituera une des merveilles de S. Paulo, notre seconde Capitale, la première cependant pour la sagesse et le travail fécond.

Bibliographie. — Discours et articles: Ernest Capérân. Imprimerie «Progresso», São Paulo, 1912.

M. E. Capérân, qui a honoré *L'Etoile du Sud* de sa collaboration, a réuni en une brochure quelques discours qu'il a prononcés en diverses circonstances à São Paulo et les articles qu'il a publiés dans notre journal dans le cours de l'année 1911. Nous n'avons plus à faire l'éloge de l'auteur: nos lecteurs ont pu apprécier dans nos colonnes son style impeccable et la valeur des sujets choisis par lui. Nous remercions M. Capérân d'avoir bien voulu nous remettre sa brochure et des quelques lignes dédiées à notre rédacteur en chef.

Hôtel Avenida. — Etablissement de tout premier ordre. Installation complètement moderne pour hôtes, voyageurs et touristes. Magnifique salon de visites. Éclairage électrique et ascenseurs. Excellent service de restaurant, cuisine supérieure.

Avenida Central, Station initiale des tramways de la Cie. «Jardim Botânico». Téléphone n. 2,573 et 2,752 — Rio de Janeiro.

Hôtel Beau Séjour et de Sta. Thérèse. rue do Aqueducto n. 176 sous la direction immédiate du propriétaire M. Arsène Cuminge et de sa famille. Cet hôtel situé à un 1/4 d'heure du Largo da Carioca, par le tramway de la Cie. F. C. Carioca offre tous les agréments de la campagne et les facilités de communications avec le centre de la capitale. Appartements et chambres confortables, panorama enchanteur, cuisine française, bains froids et chauds, éclairage électrique. Prix modérés. Repas de corps; déjeuners et dîners à 38000. Les voyageurs descendent à la porte de l'hôtel.

Propagande du Brésil en France ET VICE-VERSÀ

INTRODUCTION

Il n'est pas dans mes idées, dans le cadre forcément restreint de quelques lignes dont je dispose, de traiter longuement et scientifiquement ce sujet, que d'autres avant moi ont déjà abordé. Appelé par la bonté de notre aimable Directeur à apporter mon faible concours à l'ancienne et glorieuse *Etoile du Sud*, dont nous allons tâcher de rendre la lecture et la lecture plus attrayantes si possible, je préviens l'aimable lecteur, que, sans pédantisme, mais avec sincérité, je développerai le thème que je me suis proposé.

Peut-être serai-je appelé quelquefois, dans ma digression, à dire quelques vérités un peu dures; il n'y sera, toutefois, jamais fait d'allusions transparentes, et il n'y sera jamais question de personnalités. Mon ambition est uniquement d'apporter ma petite pierre à l'édifice commun, et d'aider, si possible, à faire disparaître les préventions, les erreurs, et quelques autres défauts, que la pratique personnelle, et d'ailleurs, m'aurait indiqués.

C'est avec un véritable plaisir que j'assume cette tâche, dont, depuis longtemps, je caressais la réalisation, espérant que ma faible voix rencontrerait un fraternel écho en France, et répercuterait dans l'esprit de tous ceux qui ont à cœur de voir ce beau pays reprendre ici la place prépondérante qu'il y occupait autrefois.

Je ne suivrai pas un plan nettement arrêté en tant qu'il divisions de chapitres, me contentant d'aborder les sujets les plus intéressants, surtout au point de vue commercial, m'efforçant d'appeler l'attention du lecteur intéressé; auparavant, cependant, il ne sera pas mauvais de faire une petite digression, qui nous conduira tout doucement au cœur du sujet.

Le Brésil, trop longtemps méconnu en Europe (surtout en France), est un pays d'une étendue énorme: sa superficie égale, «grosso modo», seize fois celle de la France. Tout cet immense territoire n'est malheureusement pas peuplé en proportion de son étendue, et si les derniers recensements, approximatifs d'ailleurs, ne sont pas erronés, nous adopterons le chiffre de 23 à 24 millions d'habitants.

C'est peu, surtout si l'on veut bien se rappeler que la France compte 36 millions d'habitants... et on la trouve trop peu peuplée en regard de l'Allemagne, où la densité est supérieure.

De là la nécessité d'appeler et d'attirer les émigrants, qui, heureusement, surtout après les mesures adoptées par les précédents et actuels gouvernements, sont venus en avalanches pacifiques se localiser là où les affinités de langues, états et métiers les appelaient.

C'est ainsi que nous voyons l'élément germanique fort important dans l'Etat de Santa Catharina, où le climat se rapproche beaucoup de celui de l'Europe (il y fait souvent très froid en hiver) et peuplant des villes que l'on peut, sans crainte d'être taxé d'exagération, considérer comme entièrement allemandes, à telles enseignes que la langue portugaise y est presque inconnue.

Ce fait anormal, que nous signalons en passant, a déjà retenu à diverses reprises l'attention de nos gouvernants et fait l'objet de nombreuses enquêtes: le péril germanique a été souvent à l'ordre du jour, mais paraît toutefois enrayé de par le fait des mesures récemment adoptées.

Le courant d'émigration polonaise, fort important depuis que certaines mesures vexatoires ont été mises en exécution dans la Pologne allemande, se dirige de préférence vers le Paraná, tandis que l'Etat de São Paulo hérite du meilleur lot — l'Italien — et enfin l'Etat de Minas reçoit les fractions moins importantes, composées de divers éléments.

Dans le pourcentage des diverses nationalités qui sont venues et viennent apporter au Brésil le concours de leurs forces, talents, métiers, etc., l'élément français, disons-le de suite, figure pour une part si faible, qu'elle est à proprement parler insignifiante. Nous ne voyons pas se reproduire au Brésil ces phénomènes d'infiltration méthodique d'une région déterminée par les habitants d'une même zone de France, comme cela s'est vu au Mexique et en Argentine. C'est pourtant le meilleur moyen, car les arrivants font appel à ceux qui sont restés, et alors par l'exemple de leur réussite, comme c'est le cas des habitants de Barcelonnette, qui ont progressé au Mexique d'une façon phénoménale, ils démontrent victorieusement que la race française, quoiqu'on en dise, est fort apte à la colonisation.

Il semblerait pourtant que, jouissant à présent d'une excellente réputation au point de vue sanitaire, surtout après les récentes mesures mises en pratique par l'illustre Dr. Oswaldo Cruz et si brillamment continuées par ses successeurs, les circonstances fussent de nature à réveiller un peu ce sentiment de curiosité pour les choses du Brésil, et montrer au Français, que tout, comme l'Allemand, le Portugais, l'Italien et le Polonais, n'a sa place ici, et peut y conquérir sinon la fortune, au moins une large aisance, ce qui lui serait facile en appliquant ses merveilleuses qualités d'intelligence aux diverses professions qu'il aborde.

Si, abandonnant le terrain de l'émigration courante, nous tournons nos regards vers les voyageurs qui se dirigent pour étudier les affaires probables, les conditions des places, etc., nous voyons le même phénomène se reproduire. Aux innombrables voyageurs allemands, anglais, italiens et même américains (ceux-ci de date plus récente), nous ne pouvons opposer que quelques Français. Et pour quoi ce quasi effacement de la France, quand nous avons déjà assisté au phénomène inverse?

Quand la ville de Rio — je ne considère en ce moment que la Capitale, en tant qu'antichambre ou plutôt salon du pays, si l'on veut me permettre cette image, — n'était, dirai-je, qu'une ville un peu plus modeste que l'actuelle, l'élément français, en une progression rapide, était arrivé à former un noyau compact d'environ dix à douze mille âmes. C'était le dimanche, où tout, magasins, maisons d'éducation, etc., portait l'empreinte nettement française: rien n'était beau sinon venant de France et les établissements de nos compatriotes formaient une chaîne presque sans solution de continuité, dans certaines rues, telles que Ouvidor, Ajuda, São José, qui étaient alors les plus fréquentées.

Aujourd'hui, d'après les évaluations les plus optimistes, la colonie compte six à sept cents membres environ. En ne tenant compte que des membres réellement connus, mais on peut hardiment arrondir ce chiffre et le porter à mille, par l'adjonction des classes inférieures, dont les membres ne sont pas connus du Consulat. Ces chiffres sont les plus approximatifs possibles.

On dit que le Français aime peu à émigrer, et qu'il trouve que la France est bien suffisante à son idéal. Cet énoncé est tenu et considéré par la grande foule comme un axiome patriotique, mais c'est un pur paradoxe. Cet axiome, si axiome il y a, est anti-patriotique au vrai sens du mot, car il enraye le mouvement d'expansion commerciale de la France là où il devrait être le plus fort, et limite le courant d'affaires, qui, faute de propagande, végète, au lieu de prendre l'essor qui lui revient de droit.

Si je dis, de droit, c'est parce que la France est considérée comme la seconde patrie du Brésilien et fort prise par celui qui appartient aux classes dirigeantes et à l'élite intellectuelle. Beaucoup y ont reçu leur instruction, tel le signataire de ces lignes, et, par les livres, soit d'instruction, soit de sciences ou même de simple récréation littéraire, la culture française est fort répandue ici, et maintient intacte son sceau sur le cerveau brésilien.

(A suivre)

FOLVUS.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE
TRANSPORT MARITIMES À VAPEUR
DE
MARSEILLE
Télégraphe sans fil à bord de tous les Vapeurs

Départs pour Rio de la Plata

Aquitaine... 5 Août
Plata... 26 »

LE PAQUEBOT FRANÇAIS

Formosa

Attendu de l'EUROPE le 29 Juillet partira pour Santos, et Rio da Prata après le séjour indispensable

Ce paquebot offre aux passagers de toutes classes le plus grand confort possible. La compagnie fournit le transport gratuit aux passagers de 3ème classe ainsi que leurs bagages.

Pour fret et chargements, s'adresser à M. G. de Macedo, courtier de la Compagnie, rue São Pedro 2, 1er étage.

Passages et autres informations, s'adresser aux consignataires.

ANTUNES DOS SANTOS & C.
14 Avenida Central, 14

à S. Paulo rue de S. Bento 29 et à Santos, rue 15 Novembro, 18



COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES
Paquebots-poste Français
Agence-Rua Primeiro de Março, 107
Ancien 79

Départs pour l'Europe

Chili (direct)... 13 Août
Atlantique (escales)... 27 »
Cordillère (direct)... 10 Septembre
Amazon (escales)... 24 »
Chili (escales)... 8 Octobre
Cordillère (direct)... 22 »

LE PAQUEBOT FRANÇAIS

CHILI

Commandant BOURGE

Attendu de La Plata le 13 Août partira pour Dakar, Lisbonne, Leixões, (via Lisbonne), et Bordeaux le même jour.

L'embarquement de MM. les passagers de 3ème classe et leurs bagages sera fait gratuitement. Les petits colis seront reçus à l'agence du Chili jusqu'à 3 heures du soir la veille du départ.

Les paquebots de cette Compagnie ont des cabines de luxe et des ventilateurs électriques. Prix des passages en 3ème. classe pour Lisbonne et Leixões 95\$000, plus 4\$800 d'impôt fédéral. Magnifiques installations pour ces passagers.

Médecin, médicaments et vin de table gratuits. Cette agence délivre des billets de passages de 1e. classe 1e. catégorie, valables seulement pour ces paquebots, de Rio de Janeiro à Paris et vice-versa, via Lisbonne, aux prix de frs. 891 fr. aller seulement et 1.419 fr. aller et retour.

Pour frets, passages et chargements s'adresser à l'agent R. Carrique

107. RUA PRIMEIRO DE MARÇO, 107

SECTION COMMERCIALE

Taxe du Change

au 24 Juillet 1912

Sur Londres à 90 j/v par 3/16 reis.....	16 1/8-16 3/32
Idem Paris id. " " Franc.....	590-592
Idem Hambourg id. " " R. S.....	729-731
Idem Italie à 3/4 " " Lira.....	596-598
Idem Portugal id. " " ".....	306-308 %
Idem New-York à vista Dollar.....	35080-35090

Marché du Café

PLACE DE RIO DE JANEIRO
Sacs de 60 kilog.

Arrivages du 23 Juillet.....	8.386
" de 15/3.....	17.422
Stock en Juillet.....	253.460
Embarquement du 1 Juillet.....	4.000
Cours du type 7 (10 kilog.).....	12\$700

Bourse de Rio

(Dernières ventes)

Titres de la Dette Publique 5%.....	1:008\$000
Id. (coupons 500\$).....	1:030\$000
Id. (coupons 200\$).....	1:000\$000
Emprunt National (1909).....	998\$000
Etat de Minas.....	98\$000
Etat de Rio (4%).....	94\$000
Emprunt Municipal (1906).....	203\$000

BANQUES :	
Brazil.....	263\$000
Mercantil.....	240\$000
Nacional Brasileiro.....	210\$000
Lavoura e Commercio.....	185\$000

CHEMINS DE FER :

Norte do Brazil.....	70\$000
Réde Sul Mineira.....	108\$000
Goyaz.....	79\$000
Victoria a Minas.....	

C. DIVERSES :

Centros Pastorais.....	26\$500
Docks de Bahia.....	129\$000
Docks de Santos.....	706\$000
Loterias Nacionais.....	69\$000
Terras e colonização.....	13\$250

Par aut. de just.

Jardim Botânico.....	
Alliança.....	290\$000

ADVOGADO

Dr. Edmundo Miranda Jordão

CONSULTORIO

Rua S. Bento n. 19—RIO

Brasiliensche Bank für Deutschland

Fondée à Hambourg le 16 Décembre 1887 par la Direction der Disconto Gesellschaft de Berlin et la Norddeutsche Bank à Hambourg.

Capital réalisé..... 10.000.000 de Mars

Succursale à RIO DE JANEIRO

RUA DA QUITANDA N. 131 (Boite postale 108)

Succursales à : São Paulo, boîte p. 520—Santos, b. p. 185—Porto Alegre, b. p. 27
Bahia, b. p. 152

Adresse télégraphique: ALLEMABANK

Correspondants à : Paré. Mandos Maranhão, Ceará, Pernambuco, Parahyba, Maceió, Victoria, Rio Grande, Pelotas, Curitiba, Paranaguá, Santa Catharina, etc.

On tire sur :

Direction der Disconto Gesellschaft Berlin	Crédit Lyonnais, Paris et succursales
Frankfurt a M. bremen	Heine & Co. Paris
Norddeutsche Bank in Hamburg, Hamburg	Comptoir National d'Escompte de Paris
N.M. Rothschild & Sons. Londres	Lazard Frères & Co. Paris
Direction der Disconto Gesellschaft	De Neufville & Co. Paris
Manchester and Liverpool District Baking Company Limited, Londres	Credito Italiano
Union of London and Smiths Bank Ltd. Londres	Société Banca Italiana
Wm. Brandt's Sons & Co. Londres	La Portugal — Banco Lisboa et Açores et correspondants, et autres pays

Ouverture de Comptes-Courants. Payement d'intérêts sur dépôts à échéance fixe. Emis mon de lettres de crédit. Exécution d'ordres pour achat et vente de titres, actions et pour sission de toute espèce d'opérations de banque.

BRAHMA

Ainda e sempre na ponta !

Cervejas da Brahma

As melhores do Brazil e preferidas pelos apreciadores

BRAHMA, A Rainha das Cervejas

BOCK-ALE, A deliciosa typo Pilsen

TEUTONIA, Afamada Cerveja Clara

BRAHMA-BOCK, Escura typo Munchen

BRAHMA-PORTER, Preta, Nutritiva, igual á "STOUT"

BRAHMINA, A Predilecta

Rio de Janeiro, suburbios e Nictheroy. — São fornecidas a domicilio. Pedidos á Caixa do Correio, 1025 ou Telephone 111.

S. Paulo — Deposito — RICARDO NASCHOLD & C. Rua Washington Luiz, 13 Caixa do Correio, 146

Santos — Agencia. — Praça Telles, 10.

Rio Grande do Sul — Agencia — LUCHSINGER & C. — Rio Grande do Sul e Porto Alegre.

Outros Estados da União — Agentes geraes — EMIL SCHMIDT & C. — Rua Visconde de Inhaúma, 68 — Rio de Janeiro.

BRAHMA

Coqueluche

Ilmo. Sr. Pheo. Servulo Genofre. Muitas vezes tenho recorrido em minha clinica ao especifico contra a coqueluche de sua invenção efabrico, e sempre os melhores resultados quanto á attenuação de symptomas graves como tambem á cura rapida e absotuta.

Por este motivo apresento-lhe meus cumprimentos facultando-lhe a liberdade de lazer de minha declaração o uso que quizer.

Sou de Vs. am.º obr.

DR. CLAUDIO DE SOUZA LEITE.

(Medico).

Rua Leste 29-Rio.

Encontra-se na fabrica, rua da Luz 75-Rio.

Depositarios — Silva Araujo & C., Araujo Freitas & C., Granado & C., J. Pacheco, Orlando Rangel e muitos outros droguistas no Rio.

Em São Paulo em todas drogarias.

TRANSPORTS MARITIMES



Départs pour l'Europe

Provençe..... 6 Août
Formosa..... 13 »

LE PAQUEBOT FRANÇAIS

Formosa

Attendu du RIO DE LA PLATA le 13 Août partira pour Dakar, Marseille, Gènes et Barcelone après le séjour indispensable.

Prix du passage en 3e. pour Marseille 108\$. — pour Barcelone: 117\$ — et pour LA Plata 45\$.

Jusqu'à Paris, aller, 1ere classe fr..... 723
Idem dito, idem 2e dito, fr..... 550
Idem dito, idem 3e dito, fr..... 199
Idem dito, aller et retour, 1ere dito fr... 1,149
Idem dito, idem 2e dito, fr..... 882
Idem dito, idem 3e dito, fr..... 370

LES CONSIGNATAIRES

ANTUNES DOS SANTOS & C
14, AVENIDA CENTRAL, 14
Rio de Janeiro

à S. Paulo: Rua S. Bento 29
et à Santos: Rua 15 de Novembro 18

Crédit Foncier du Brésil

44 Avenida Central, 44

RIO DE JANEIRO

Prêts hypothécaires sur immeubles et terrains pour un terme maximum de 30 années avec amortissement annuel

Prêts sur garantie de titres de la dette publique fédérale, des Etats, des Municipales et sur comptes liquides des secrétaireries d'Etat ou d'administrations publiques

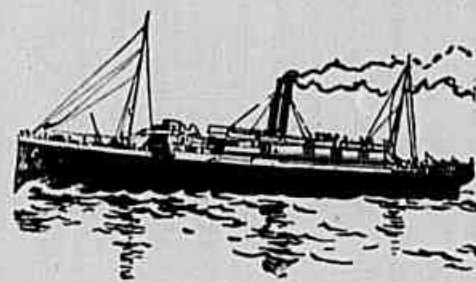
R. M. S. P. P. S. N. C.

THE ROYAL MAIL STEAM PACKET COMPANY

THE PACIFIC STEAM NAVIGATION COMPANY

MALLE ROYALE ANGLAISE

COMPAGNIE DU PACIFIQUE



Départs pour l'Europe

Ortega..... 31 »	Oravia..... 12 »
Amazon..... 7 Août	Aragon..... 18 »
Araguaya..... 14 »	Oronsa..... 25 »
Oropesa..... 15 Août	Arlanza..... 2 Octobre
Asturias..... 22 »	Amazon..... 9 »
Vauban..... 26 »	Orcoma..... 10 »
Orita..... 28 »	Araguaya..... 16 »
Avon..... 4 Septembre	Oriana..... 23 »

LE PAQUEBOT ANGLAIS

Araguaya

Attendu de Southampton le 30 Juillet partira pour Santos, Montevideo et Buenos-Ayres, après le séjour indispensable.

Passage en 3ème classe pour Montevideo et Buenos Aires 47\$250, impôt inclu.

LE PAQUEBOT ANGLAIS

Amazon

Attendu de Buenos-Ayres et escales, le 7 Août partira pour Bahia, Pernambuco, Madère, Lisbonne, Leixões, Vigo, Cherbourg et Southampton le même jour à midi.

L'embarquement de M. M. les passagers de 3ème classe sera fait gratuitement. Les petits colis seront reçus à l'agence jusqu'à 3 heures du soir de la veille du départ.

Médecin, médicaments et vin de table gratuits.

Voyages de Rio de Janeiro à New-York en 23 jours, via Cherbourg ou Southampton.

La Royal Mail Packet & Co., émet des billets de passages pour New-York en correspondance avec ceux des Compagnies WHITE STAR et AMERICAN LINE.

S'adresser pour fret à F. Sampaio, courtier, à l'agence.

Passages et autres informations s'adresser à

THE ROYAL MAIL STEAM PACKET CO.

E. L. HARRISON Représentant -- Avenida Central, 53 et 55

LE PAQUEBOT ANGLAIS

Oronsa

Attendu d'Europe le 31 Juillet partira pour Santos, Montevideo, Buenos-Ayres, (avec transbordement à Montevideo), Port Stanley Punta Arenas, Coronel, Talcahuano, Valparaiso et Callao, après le séjour indispensable.

Passage en 3ème. classe pour Montevideo et Buenos Aires 47\$250, impôt inclu.

LE PAQUEBOT ANGLAIS

Ortega

Attendu de Callao et escales le 31 Juillet partira pour Bahia, Pernambuco, S. Vincent, Las Palmas, Lisbonne, Leixões, Vigo, Corunha, La Pallice et Liverpool, le même jour à midi.